

PROFESSIONNELLEMENT ENGAGÉS SOCIALEMENT RESPONSABLES

Adresse aux cadres de la DGFiP

En tant que cadres vous avez choisi de travailler dans la fonction publique pour exercer un métier porteur d'enjeux et de contraintes spécifiques et être au service de l'intérêt général.

Les politiques publiques construites autour de la réduction des moyens et du pilotage par les coûts, vous empêchent d'exercer vos missions et heurtent vos valeurs professionnelles et personnelles.

Ce qui se joue aujourd'hui, avec le plan « *Action Publique 2022* » ne se limite pas à une simple réorganisation administrative. Il s'agit d'une transformation accélérée qui doit s'attaquer aux missions, structures et règles de gestion des ressources humaines. Cette réforme de l'Etat s'inscrit dans une volonté affichée de réduire le rôle de régulateur et de cohésion sociale, exercé par les différentes administrations de notre pays.

C'est la conception de la Fonction Publique « *à la française* » qui est remise en cause. La fonction publique n'est pas seulement un coût pour la France, la CGT a même l'orgueil de croire qu'elle représente une vraie richesse pour notre pays.

Pour la DGFiP, l'instabilité de la norme fiscale, la contraction massive du réseau alliée à la géographie revisitée éloignant les services du public, accentuent le divorce entre les contribuables et l'administration fiscale. L'actualité récente confirme cette réalité.

Or les cadres sont sommés d'être les vecteurs de la mise en oeuvre de ces réformes auxquelles ils n'ont pas été associés. Ces évolutions se font au détriment de leur technicité, de leur éthique et de leur avenir professionnel.

Perte de repères, absence de reconnaissance de l'investissement personnel, perspectives de carrières fortement réduites pour tous les cadres, dilution des doctrines d'emploi entre les IP et les IDIV, au profit d'un management à bas coût pour la DGFiP, conditions de travail dégradées, appauvrissement des missions, collectifs de travail fragilisés, mobilité et éloignement familial durables... Le sentiment de démotivation se généralise à tous les niveaux ! Le dernier groupe de travail cadres de RH1B a été la cerise sur le gâteau. Sous couvert de risques déontologiques pour les CSC, ou de choix des AFIPA puis des IP pour redonner des marges de manœuvres aux décideurs, la direction générale a définitivement rompu le lien de confiance avec ses cadres. La concurrence et le mépris de l'humain dans les relations de travail, deviennent ses règles de gouvernance.

Face aux contraintes budgétaires fortes, nous militons pour le maintien de toutes les missions au sein de la DGFiP. Outre que cela participe de la reconnaissance de notre professionnalisme et de nos compétences, c'est le levier pour garantir des perspectives de carrières. Notre syndicat, par le nombre de ses adhérents et la force de son réseau s'est attaché à défendre tous les grades, administratifs ou comptables : respect de la logique de grade, déclinaison des règles statutaires pour l'accès de tous les cadres aux postes comptables au moyen de quotas, règles transparentes pour l'avenir des cadres en cas de restructurations, priorité à l'ancienneté et limitation stricte des postes au choix ou sensibles...

Notre démarche syndicale a fait le lien entre garanties individuelles et évolutions de la DGFiP, pour rechercher le meilleur équilibre possible entre les grades. Nous ne voulons pas sacrifier des générations





sur l'autel de la pénurie budgétaire. C'est pourquoi nous considérons que cet effort fait par les cadres doit s'accompagner de contreparties.

Lors des discussions concernant les règles de gestion, la CGT FINANCES PUBLIQUES, s'est constamment écartée des corporatismes prônés par certaines associations ou organisations syndicales, représentant un seul grade ou un seul métier.

Contrairement à d'autres syndicats, les positions prises dans nos tracts sont celles que nous défendons dans les groupes de travail. Nous ne pratiquons ni le double discours, ni le clientélisme !

Fidèle à ses valeurs, la CGT FINANCES PUBLIQUES soutient l'engagement des cadres pour préserver les collectifs de travail et le lien social. Même si parfois, cet engagement se fait au prix de la dégradation de leurs propres conditions de travail, voire de leur épuisement.

La mobilisation des cadres supérieurs aux cotés de leurs équipes devient une priorité pour résister efficacement et collectivement à la destruction de notre service public.

Dans votre catégorie, le vote ne détermine pas seulement la désignation de vos représentants. Il se pense plus en terme d'appréciation des différentes démarches syndicales. La CGT FINANCES PUBLIQUES a démontré qu'elle était capable de construire des propositions alternatives et de défendre l'intérêt de tous les personnels, lors des discussions sur les règles de gestion et sur l'accès aux postes comptables. Pour continuer à progresser, il faut qu'elles soient portées par le plus grand nombre.

Les femmes et les hommes qui composent les listes CGT FINANCES PUBLIQUES, connus professionnellement, sauront porter ces valeurs dans un esprit constructif et novateur pour une DGFIP mieux préparée aux enjeux actuels et à venir.

**En votant pour nos candidats en CAPN mais également en CTL, CTR et CTM ,
vous pourrez stopper cette lente dérive du service public ,
préserver vos carrières et vos conditions de travail,
en donnant les moyens d'agir à la CGT FINANCES PUBLIQUES.**



www.financespubliques.cgt.fr 

SYNDICAT NATIONAL CGT FINANCES PUBLIQUES : Case 450 - 263 rue de Paris - 93514 Montreuil Cedex

www.financespubliques.cgt.fr ✉ : cgtfinancespubliques.bn@dgfip.finances.gouv.fr ✉ dgfip@cgt.fr t : 01.55.82.80.80 - ☎ : 01.48.70.71.63

Suivez-nous sur facebook ou twitter : f : @cgt.finpub (Syndicat National cgt finances publiques) t : @cgt_finpub (CGTFinancesPubliques)